

La Doctrine sociale de l'Eglise, source d'inspiration pour ceux qui s'engagent en défense des communautés affectées par les activités minières.

Conférence de Mme. Flaminia Giovanelli, Sous-secrétaire du Conseil Pontifical « Justice et Paix », en ouverture de la deuxième Session de la rencontre "Une Journée de réflexion - Unis à Dieu, nous écoutons un cri".

Salesianum, Rome, 18 juillet 2015

Chers amis,

je suis très heureuse de pouvoir vous adresser la parole après la journée bien remplie d'hier. Le Conseil Pontifical « Justice et Paix », dont je suis la doyenne, vous a réuni ici à Rome où nous vous avons invités pour vous écouter, pour connaître la situation des régions de notre "maison commune" qui sont affectées par les exploitations minières. Nous, de notre côté, nous voulons vous présenter brièvement quelques éléments de discernement qui pourraient vous être utiles pour les choix à faire dans les situations toujours plus complexes qui investissent votre monde. Ceci, tant du point de vue du **travail** que de celui de **l'engagement pour la construction d'une société équitable dans le respect d'une écologie intégrale**.

Le Conseil Pontifical, qui est un dicastère du Saint-Siège au service du Pape et des églises locales, s'emploie à ce que, dans le monde, soient promues la justice et la paix. Par le mandat qu'il a reçu, il le fait en approfondissant la doctrine sociale de l'Eglise, en faisant en sorte qu'elle soit largement diffusée et mise en pratique, « en particulier en ce qui concerne les relations entre ouvriers et employeurs, relations qui doivent être imprégnées toujours davantage de l'esprit de l'Evangile » (*Pastor Bonus*, art.142).

Les éléments de discernement que je vais vous présenter sont donc tirés de la doctrine sociale de l'église, c'est-à-dire de cet ensemble de documents qui abordent les grandes questions sociales, émanant des Papes, du Concile et des évêques, qui constitue la parole de l'Eglise face à des situations humaines déterminées, nationales ou internationales. Je souligne que le premier

d'entre ces documents est tout simplement l'Évangile et l'ensemble constitué par la vie et l'enseignement de l'Eglise elle-même en 2000 ans.

J'ajouterais encore deux mots sur la méthode du discernement indiquée par la doctrine sociale et qui est celle que nous suivons justement depuis hier matin selon le programme qui vous a été proposé et que vous avez entre les mains: voir, juger, agir. C'est la méthode qui a été d'ailleurs proposée par le Bienheureux Pape Paul VI à toute communauté chrétienne y compris celles auxquelles vous appartenez et auxquelles « il revient d'analyser avec objectivité la situation propre de leur pays, de l'éclairer par la lumière des paroles inaltérables de l'Évangile, de puiser des principes de réflexion, des normes de jugement et des directives d'action dans l'enseignement social de l'Église »¹.

1. Le travail humain, thème propulsif et central de la doctrine sociale

S'il est vrai que l'intérêt de l'Église pour l'homme, l'homme « tout entier », dans toutes ses nécessités spirituelles et matérielles, remonte à son Fondateur, à Jésus Christ, qui a vécu complètement la condition humaine jusqu'à donner sa vie pour notre rachat, ce sont les événements de nature économique liés à la révolution industrielle, qui se produisirent au XIX^{ème} siècle qui ont incité l'Église à intervenir d'une nouvelle façon. Ces événements, qui eurent des conséquences sociales, politiques et culturelles explosives, représentaient en effet un défi à son enseignement. La révolution industrielle, dans laquelle a joué un rôle fondamental l'utilisation massive du charbon à coke, bouleversait des structures sociales séculaires, soulevant de graves problèmes de justice et posant la première grande question sociale, *la question ouvrière*, suscitée par le conflit entre le capital et le travail. Dans ce contexte, un discernement renouvelé de la situation s'avérait nécessaire, pour être en mesure de définir les solutions appropriées aux problèmes inhabituels et inexplorés. Ce discernement fut donc donné par l'encyclique *Rerum Novarum* publiée par le Pape Léon XIII en 1891, un document qui est devenu un « un modèle permanent » pour les développements ultérieurs

¹ Paul VI, Lettre apostolique, *Octogesima adveniens* n. 4.

de la doctrine sociale² et en même temps le document de référence de l'activité chrétienne dans le domaine social³.

À partir de cette première encyclique "sociale" d'autres ont suivi et toutes ont abordé le thème du travail qui a été au cœur tout spécialement de *Laborem exercens*, l'encyclique de Saint Jean Paul II, le Pape pour qui le travail était devenu la clef de la question sociale et qui avait fait lui-même la dure expérience du travail dans la carrière et dans l'usine de produits chimiques.

Sans pouvoir traiter ce thème très riche, je voudrais tout simplement souligner trois de ses aspects qui ont été mis en valeur successivement par les derniers Papes.

La dignité de l'homme au travail. Pour les chrétiens, le travailleur acquiert cette dignité de façon éminente du fait de collaborer à l'œuvre du Créateur et à la rédemption du monde: « En supportant la peine du travail en union avec le Christ crucifié pour nous - écrivait Saint Jean-Paul II -, l'homme collabore en quelque manière avec le Fils de Dieu à la rédemption de l'humanité. Il se montre le véritable disciple de Jésus en portant à son tour la croix chaque jour dans l'activité qui est la sienne »⁴.

Cette dignité de l'homme au travail est aussi témoignée par le fait que le travail dans sa dimension subjective est toujours une action personnelle à laquelle participe l'homme tout entier « avec son corps comme avec son esprit, indépendamment du fait que ce soit un travail manuel ou intellectuel »⁵.

Deuxième aspect, le droit de tout travailleur à un travail digne. La stratégie du travail digne, mise au point par l'Organisation Internationale du Travail, reflète en réalité en grande partie les enseignements de l'Église à cet égard et elle a été synthétisée de façon efficace par le Pape Benoît XVI dans son encyclique *Caritas in Veritate*. Il écrivait au numéro 63 de ce document : « Que veut dire le mot « digne » lorsqu'il est appliqué au travail? Il signifie un travail qui, dans chaque société,

² Conseil Pontifical Justice et Paix, *Compendium de la doctrine sociale de l'église*, n. 90.

³ *ibid.*, n. 90; 89.

⁴ Saint Jean Paul II, Lettre encyclique *Laborem exercens*, n. 27.

⁵ *ibid.*, n. 24.

soit l'expression de la dignité essentielle de tout homme et de toute femme: un travail choisi librement, qui associe efficacement les travailleurs, hommes et femmes, au développement de leur communauté; un travail qui, de cette manière, permette aux travailleurs d'être respectés sans aucune discrimination; un travail qui donne les moyens de pourvoir aux nécessités de la famille et de scolariser les enfants, sans que ceux-ci ne soient eux-mêmes obligés de travailler; un travail qui permette aux travailleurs de s'organiser librement et de faire entendre leur voix; un travail qui laisse un temps suffisant pour retrouver ses propres racines au niveau personnel, familial et spirituel; un travail qui assure aux travailleurs parvenus à l'âge de la retraite des conditions de vie dignes »⁶.

Si la vision du travail et de ses droits telle qu'elle est décrite par le concept du travail digne constitue un fait acquis pour les pays occidentaux - même si les taux de chômage n'ont fait qu'augmenter à cause de la crise et les droits du travail ne sont pas toujours respectés - la situation surtout vis-à-vis de certains métiers comme ceux liés à l'exploitation minière dans les pays pauvres mais aussi dans les pays émergents est très différente. Nous en avons parlé hier.

Troisième aspect, celui souligné par le Pape François dans *Laudato Si'* : la nécessité de préserver le travail face à celle que j'appellerais la nouvelle frontière du travail contemporain représentée par les trois composantes: environnement, augmentation de la population et technologie. Le Pape François, conscient de l'intensification des rythmes de vie et de travail, de la "*rapidación*"⁷, continue de souligner que le travail devrait être le lieu du développement personnel multiple et que l'on doit continuer à « *se donner comme objectif prioritaire l'accès au travail...pour tous* »⁸.

« On ne doit pas chercher - affirme-t-il - à ce que le progrès technologique remplace de plus en plus le travail humain, car ainsi l'humanité se dégraderait elle-même. Le travail est une nécessité... et dans ce sens, aider les pauvres avec de l'argent doit toujours être une solution provisoire pour affronter des urgences. Le grand objectif devrait toujours être de leur permettre d'avoir une vie

⁶ Benoît XVI, Lettre encyclique *Caritas in Veritate*, n. 63.

⁷ cf. François, Lettre encyclique *Laudato Si'*, n. 18.

⁸ *ibid.* n. 127.

digne par le travail »⁹.

2. L'engagement pour la construction d'une société équitable

Je voudrais maintenant présenter quelques points de repère offerts par la doctrine sociale pour le discernement des choix à faire dans l'engagement pour la construction d'une société équitable. Nous nous le sommes dit hier, les communautés des zones minières veulent être interpellées et consultées devant les bouleversements auxquels leurs terres et la vie de leurs familles sont soumises à cause de l'exploitation minière, la plupart des fois sauvage, en raison de l'utilisation disproportionnée des ressources naturelles, historiquement pratiquée par certains pays, et les conséquents dommages locaux¹⁰. Mais, toujours hier, j'ai entendu plusieurs d'entre vous dire qu'ils ne sont pas contre le développement. Il s'agit d'harmoniser ces deux tendances. Enfin, les communautés veulent participer à la construction du bien commun. Voilà déjà deux principes de l'enseignement social de l'église.

Le principe du bien commun¹¹, à ne pas confondre avec le bien d'une majorité quelle qu'elle soit, doit être entendu comme « l'ensemble des conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres d'atteindre leur perfection, d'une façon plus totale et plus aisée »¹² de suivre leur vocation profonde grâce à un développement intégral et plénier. Dans notre cas précis, poursuivre le bien commun aide à établir une hiérarchie des priorités à respecter dans l'exploitation des ressources naturelles. Un cas emblématique est celui de la tension qui, dans de nombreux cas, se manifeste entre la culture d'une zone et l'installation d'activités minières, la destination du maïs ou d'autres produits du sol à des fins alimentaires et énergétiques, l'extension de monocultures ou la possibilité pour des groupes indigènes de vivre en un lieu avec leurs traditions. En présence de multiples possibilités d'utilisation d'une même ressource ou d'un même terrain qui s'excluent mutuellement, sur une planète aux ressources abondantes mais, quoiqu'il en soit, limitées, nous devons nous adapter aux réalités de chaque situation et décider comment la mettre en valeur

⁹ *ibid.* n. 128.

¹⁰ cf. *Laudato Si'*, n. 51.

¹¹ *Compendium de la doctrine sociale de l'église*, n. 164-170.

¹² *Catéchisme de l'église catholique* 1906

en suivant une hiérarchie de priorités s'inspirant, justement, du bien commun¹³.

Pour réaliser la participation à la construction du bien commun l'enseignement social propose de suivre le principe de subsidiarité selon lequel il appartient aux pouvoirs publics d'aider les individus et les corps intermédiaires, la société civile, à prendre des initiatives qu'ils sont parfaitement capables de prendre seuls. En d'autres termes : les organismes de base, la famille, les communautés, les associations, les coopératives, les syndicats, les entreprises d'abord, au besoin avec l'aide des pouvoirs publics, et seulement après l'Etat, là où ils n'arrivent pas¹⁴. Ceci implique donc l'autonomie des niveaux les plus bas, en terme d'efficacité et de responsabilité, le processus d'inclusion et de participation ainsi que l'organisation et le renforcement des corps intermédiaires.

L'autre face de la médaille du principe de subsidiarité est, dans l'enseignement social, le principe de solidarité. Jamais l'un sans l'autre. Ce principe que les communautés dont vous êtes les représentants vivent tout naturellement présente deux aspects complémentaires, celui du principe social et celui de la vertu morale. En faisant référence à sa vocation de principe social ordonnateur des institutions, le principe de solidarité inspire le dépassement et la transformation des « *structures de péché* » qui dominent les rapports entre les personnes et les peuples en *structures de solidarité*, à travers l'élaboration ou la modification opportune de lois, de règles du marché ou la création d'institutions¹⁵. Considérée dans son aspect de vertu morale, la solidarité n'est pas « un sentiment de compassion vague ou d'attendrissement superficiel pour les maux subis par tant de personnes proches ou lointaines. Au contraire, c'est *la détermination ferme et persévérante* de travailler pour le *bien commun*; c'est-à-dire pour le bien de tous et de chacun parce que *tous* nous sommes vraiment responsables *de tous* »¹⁶.

Finalement, je voudrais faire référence à la question de la méthode à suivre dans cet engagement au service de la société. Une méthode que le Pape François ne cesse de nous proposer: le dialogue. Je vous signale tout simplement à ce propos le discours qu'il a prononcé il y a quelques

¹³ Conseil Pontifical « Justice et Paix », *Terre et nourriture*, LEV 2015, p. 71.

¹⁴ *Compendium de la doctrine sociale de l'église*, n. 185-188

¹⁵ *ibid.*, n. 193.

¹⁶ *ibid.*

jours à Asunción. Le discours est vraiment très riche et très vivant, en voici un tout petit extrait : « le dialogue est pour le bien commun et le bien commun se cherche à partir des différences, en donnant toujours la possibilité à de nouvelles alternatives. C'est à dire: il cherche quelque chose de nouveau. Toujours, quand il y a un vrai dialogue on termine... par trouver un nouvel accord. Il y a-t-il des différences? Elles restent de côté, en réserve. Mais sur ce point ou sur ces points sur lesquels on s'est mis d'accord, nous nous engageons et nous les défendons. C'est un pas en avant. C'est la culture de la rencontre. Dialoguer n'est pas négocier. Négocier c'est chercher d'obtenir ma « tranche du gâteau »... Non, non, si tu vas avec cette intention ne perd pas de temps. Il faut chercher le bien commun pour tous, discuter ensemble, penser à une solution meilleure pour tous... et « accepter de supporter le conflit, de le résoudre et de le transformer en un maillon d'un nouveau processus »¹⁷.

3. Le respect d'une écologie intégrale

J'en viens à mon dernier point: l'écologie intégrale avec sa dimension humaine et sociale. Aujourd'hui, et vous le savez trop bien, la question écologique est cruciale. Elle est cruciale, comme vous l'avez dit, pour vous, pour vos communautés, pour vos enfants et leur futur. Je dois avouer que la demi-journée que j'ai passé hier avec vous a été pour moi la preuve vivante de l'exactitude, s'il y en avait besoin, de l'analyse et de la réflexion qu'a fait le Saint-Père sur notre maison commune dans son encyclique *Laudato Si'*. J'ai vraiment saisi en profondeur le cœur de la proposition du Pape François, c'est à dire l'écologie intégrale considérée comme le nouveau paradigme de justice. J'ai vu clair surtout quand le Pape met l'écologie intégrale en rapport avec les institutions: « si tout est lié - écrit-il - l'état des institutions d'une société a aussi des conséquences sur l'environnement et sur la qualité de la vie humaine : « Toute atteinte à la solidarité et à l'amitié civique provoque des dommages à l'environnement » »¹⁸.

Mais pour en revenir aux principes de la doctrine sociale, je voudrais souligner le fait que le milieu naturel est à considérer un bien collectif à défendre et à protéger pour que tous puissent en

¹⁷ Pape François, *Discours aux Représentants de la société civile*, Asunción, 11 juillet 2015.

¹⁸ *Laudato Si'*, n. 142.

jouir. Cela met en jeu un autre principe classique de la doctrine sociale, le principe de la destination universelle des biens. La définition qu'en donne le Concile Vatican II reste toujours très efficace. On lit dans la Constitution pastorale *Gaudium et Spes*: « Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, en sorte que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon la règle de la justice, inséparable de la charité »¹⁹. Et le Pape Paul VI a ajouté quelques années après : « Tous les autres droits, quels qu'ils soient, y compris ceux de propriété et de libre commerce, y sont subordonnés »²⁰.

Le principe de la destination universelle des biens de la terre est à la base du droit universel à l'usage des biens. Chaque homme doit avoir la possibilité de jouir du bien-être nécessaire à son plein développement: le principe de l'usage commun des biens est le « premier principe de tout l'ordre éthico-social »²¹.

Naturellement, destination et usage universel ne signifient pas que tout soit à la disposition de chacun ou de tous, ni même que la même chose serve ou appartienne à chacun ou à tous. S'il est vrai que tous naissent avec le droit à l'usage des biens, il est tout aussi vrai que, pour en assurer un exercice équitable et ordonné, il y a besoin de règles, de lois que ce soit au niveau familial ou communautaire comme au niveau national ou international²².

Le principe de la destination universelle des biens requiert d'accorder une attention particulière aux pauvres, à ceux qui se trouvent dans des situations de marginalité, aux exclus, aux rejetés, et à ce propos il faut réaffirmer, dans toute sa force, l'option préférentielle pour les pauvres. Voilà encore une directive de la doctrine sociale. En vertu des exigences de la justice, de la justice distributive, plus exactement, les pauvres ont droit à une attention particulière.

Ce principe fut accueilli de façon explicite par Saint Jean-Paul II qui le développa dans son encyclique *Sollicitudo Rei Socialis* où il a affirmé que l'option préférentielle pour les pauvres est une « forme spéciale de priorité dans la pratique de la charité chrétienne dont témoigne toute la

¹⁹ Concile Vatican II, Constitution pastorale *Gaudium et Spes*, n.69.

²⁰ Paul VI, Lettre encyclique *Populorum Progressio*, n. 22.

²¹ *Compendium de la doctrine sociale de l'église*, n. 172.

²² cf. *ibid.* n.173.

tradition de l'Eglise. Elle concerne la vie de chaque chrétien, dans la mesure où il imite la vie du Christ, mais elle s'applique également à nos *responsabilités sociales* et donc à notre façon de vivre, aux décisions que nous avons à prendre de manière cohérente au sujet de la propriété et de l'usage des biens.

Mais aujourd'hui, étant donné la dimension mondiale qu'a prise la question sociale, cet amour préférentiel, de même que les décisions qu'il nous inspire, ne peut pas ne pas embrasser les multitudes immenses des affamés, des mendiants, des sans-abri, des personnes sans assistance médicale et, par-dessus tout, sans espérance d'un avenir meilleur: on ne peut pas ne pas prendre acte de l'existence de ces réalités. Les ignorer reviendrait à s'identifier au «riche bon vivant» qui feignait de ne pas connaître Lazare le mendiant qui gisait près de son portail (cf. *Lc 16*) »²³.

Enchaîner sur ces mots - et pour terminer - avec le modèle que propose le Pape à toutes les personnes de bonne volonté, Saint François d'Assise, est, me semble-t-il, non seulement facile, mais aussi approprié: « François est l'exemple par excellence de la protection de ce qui est faible et d'une écologie intégrale, vécue avec joie et authenticité....En lui, on voit jusqu'à quel point sont inséparables la préoccupation pour la nature, la justice envers les pauvres, l'engagement pour la société et la paix intérieure »²⁴.

²³ Jean-Paul II, *Sollicitudo Rei Socialis*, n.42.

²⁴ *Laudato Si'*, n. 10.